

Domaine Public

1 7 5 3

Edition PDF
du 29 octobre 2007

Les articles mis en ligne
entre le 25 et
le 28 octobre 2007

**Analyses,
commentaires
et informations sur
l'actualité suisse.**

Un point de vue
réformiste en
toute indépendance
depuis 1963,
désormais interactif
et en continu sur
domainepublic.ch

Dans ce numéro

Urs Schwaller recadre l'élection du Conseil fédéral

Ne peut pas être dedans qui n'accepte pas
la sauvegarde de nos relations bilatérales
avec l'Union européenne (André Gavillet)

Pour une gauche crédible et efficace

Les socialistes peuvent et doivent se ressaisir
(Jean-Daniel Delley)

Bobos, prolos, socialos

Le PS n'est pas seulement confronté à un problème
de stratégie politique, mais aussi au manque
de diversité de ses adhérents (Jacques Guyaz)

Genferei

Les conseillers aux Etats genevois sont élus au rabais
(Jean-Daniel Delley)

Convention collective chez Coop: l'effet des discounters

Le syndicat UNIA applaudit à la nouvelle convention
collective de Coop. La menace des *hard discounters*
a facilité l'accord (Albert Tille)

Pétrole contre nature

Pour concilier souveraineté nationale et intérêt
supranational (Jean-Daniel Delley)

L'heure d'été contre notre horloge biologique

Ce sont les horaires de travail qu'il faut adapter
aux saisons (Jean-Daniel Delley)

Urs Schwaller recadre l'élection du Conseil fédéral

Ne peut pas être dedans qui n'accepte pas la sauvegarde de nos relations bilatérales avec l'Union européenne

André Gavillet (28 octobre 2007)

Le Conseil fédéral est élu, faut-il vous l'apprendre, pour quatre ans. Mandat renouvelable. Au terme de la législature, les conseillers fédéraux sont donc sortants et, s'ils souhaitent être reconduits, postulants. Ils devraient en conséquence définir leurs options, leurs choix politiques, éventuellement les défendre devant les groupes de l'Assemblée fédérale. Entre le ministre qui arrive au terme de sa légitimité temporelle et le ministre qui souhaite être réélu, s'insère démocratiquement le candidat. Pas en Suisse! Le conseiller fédéral se succède à lui-même, sans interstice, se soumettant, contre son gré, à un scrutin dont le score est plus une expression d'humeur des votants qu'une évaluation et un choix politique.

L'intrusion de Christoph Blocher dans le jeu de quilles fédéral bouscule ce protocole feutré. L'homme est trop avide de pouvoir personnel, trop désireux d'exploiter le succès électoral de son parti, trop soucieux de laisser de son passage une trace historique, pour qu'on le reconduise sans examen préalable, à l'ancienneté. Et même, si l'on fait abstraction de l'homme, le programme de son parti et le cynisme des procédés de sa propagande sont-ils compatibles avec les autres partis associés au gouvernement? Ne pas s'en assurer serait contraire au

principe élémentaire de précaution politique.

Ce cadrage, Urs Schwaller en a pris l'initiative (voir son interview dans *L'Hebdo*, 25.10.2007). Il est pour ce faire qualifié, comme président du groupe parlementaire du PDC, et comme parlementaire dont l'autorité est reconnue dans un cercle large et non partisan.

Urs Schwaller a retenu quatre positions sur lesquelles les partis gouvernementaux ou à prétention gouvernementale sont invités à se déterminer. En tête de liste sont inscrites nos relations avec l'Union européenne, qui seront mises à l'épreuve en 2009, où nous aurons à confirmer la libre circulation des personnes et son extension à la Bulgarie et à la Roumanie. Point 2, la consolidation de la sécurité sociale, et notamment celle de l'AI, même si elle réclame des ressources supplémentaires. Point 3, la fiscalité, pas d'augmentation des impôts, favoriser la famille et les PME, simplifier la TVA. Point 4, le budget; obligation de l'équilibrer.

Nous avons tenté dans *Domaine Public* le même exercice, et retenu nos relations avec l'UE et le financement de la sécurité sociale. Ce recouplement est significatif. Ce sont des priorités d'intérêt national, qui

dépasse les choix partisans. En revanche, les choix fiscaux appartiennent plus à la programmation des partis. Si toute hausse est exclue, le parti socialiste sera amené à s'opposer à toutes baisses massives, comme celles qui ont été présentées dans le débat au Conseil national (baisse de la TVA, réduction de l'impôt sur les bénéfices des sociétés). Une diminution forte des recettes, combinée avec le frein aux dépenses, aboutirait à un affaiblissement de l'Etat, devenant anémique comme le souhaite l'UDC.

Si l'on fait la part des différences naturelles, qui opposent la gauche et la droite dans des limites qui doivent impérativement rester compatibles avec l'esprit de concordance, il est un point qui ne souffre pas de discussion: la confirmation des accords bilatéraux. Là, pas d'échappatoire. C'est oui ou non. Qui choisit le non se met en marge des responsabilités communes. Il n'a pas sa place au Conseil fédéral. Christoph Blocher a obtenu son siège de conseiller fédéral par le chantage: «*Si je ne suis pas dedans, je serai plus dangereux dehors*». Au chantage doit répondre la mise en condition: «*Ne peut pas être dedans qui n'accepte pas la sauvegarde de nos relations bilatérales avec l'Union européenne*».

Urs Schwaller et le PDC ont pris l'initiative de rompre la

reconduction muette des sept sortants. Sont posées les bonnes questions, ouvertement. Elles sont une

restauration de la politique à l'opposé des arrière-pensées et des intrigues de coulisse.

La balle est maintenant dans le camp des autres partis, y compris les verts. A suivre. A suivre de très près.

Pour une gauche crédible et efficace

Les socialistes peuvent et doivent se ressaisir

Jean-Daniel Delley (27 octobre 2007)

Pour un parti qui ambitionnait de ravir à l'UDC la première place sur l'échiquier politique suisse, le réveil est douloureux. Après la sévère défaite de dimanche dernier, les socialistes s'interrogent: qu'avons-nous fait faux pour obtenir de si mauvais résultats? Déficit d'image et lacunes dans la communication? Manque de moyens financiers pour faire face à la déferlante publicitaire des conservateurs nationalistes? Faiblesse de l'organisation et présence insuffisante sur le terrain? Chacun de ces facteurs a pu jouer un rôle, qu'il est d'ailleurs difficile d'évaluer.

Les socialistes helvétiques ne sont pas seuls en difficulté. C'est la social-démocratie européenne tout entière qui est en crise, après avoir dominé le paysage politique du continent à la fin du siècle passé. Dans un contexte de mondialisation et un climat social marqué par l'inquiétude quant à l'avenir, son message ne passe plus. Alors que les socialistes ont trop longtemps minimisé voire ignoré ces peurs diffuses – immigration, incivilités, violences notamment – des leaders populistes ont su les instrumentaliser à leur profit.

En Suisse, le conflit latent entre traditionalistes et modernistes va sans doute s'exacerber. Déjà les socialistes romands, forts de leurs moindres pertes, reprochent à leurs camarades alémaniques de ne s'intéresser qu'à un électorat urbain et branché. Retour donc à l'électorat salarié et priorité aux thèmes sociaux et économiques, conseille le syndicaliste fribourgeois Christian Levrat. Certains même n'hésitent pas à prôner un coup de barre à gauche que devrait traduire un programme plus radical. A quoi la Bernoise Simonetta Sommaruga, brillamment réélue au Conseil des Etats, rétorque qu'il ne faut pas oublier les consommateurs et les thèmes de société – écologie, violence. Et surtout ne pas craindre de collaborer à des solutions de compromis avec les forces réformistes des partis bourgeois.

Les termes du débat sont mal posés. Il y a longtemps que le parti socialiste n'est plus le représentant d'une classe ouvrière qu'il serait bien difficile de définir aujourd'hui. Parti populaire, il a vocation de s'adresser à un large éventail de la population. Les salariés, qui sont aussi des

consommateurs, constituent d'ailleurs l'écrasante majorité des actifs. Et pourquoi se limiter aux salariés et ne pas prendre en considération le monde de l'entreprise? La socialiste bâloise Anita Fetz, elle-même à la tête d'une petite entreprise de services, regrette le silence de la gauche à propos des PME, cette source d'innovation et d'emplois.

Les idéaux de justice sociale, de solidarité et d'égalité n'ont rien perdu de leur actualité. Encore faut-il les traduire de manière concrète et crédible. En matière sociale, par exemple, il ne suffit pas de prôner la résistance et la défense des acquis. L'antienne rabâchée du «*démantèlement des prestations*» ne porte plus, car si elle disait vrai, il ne resterait plus pierre sur pierre de la politique sociale. Sur l'âge de la retraite, le dossier de la flexibilité est ouvert. Que la gauche s'y engouffre plutôt que de s'accrocher à une baisse générale de la limite d'âge, contraire à la réalité démographique.

Sur la fiscalité, la demande va vers une simplification de l'imposition. La gauche doit prendre l'initiative en proposant la suppression des

déductions, qui profitent d'abord aux revenus élevés. Avec la fin des déductions, l'Etat économiserait en coûts de fonctionnement et la masse imposable augmenterait, ce qui permettrait une baisse des impôts.

Sur le fonctionnement de l'administration, les socialistes, en soutenant sans complexe une modernisation de la gestion publique, offriraient une résistance crédible aux économies linéaires et aveugles prônées par l'UDC. A condition

de se démarquer clairement des profiteurs du fromage étatique, présents jusque dans ses rangs, ainsi que l'a révélé l'épisode peu glorieux des Services industriels genevois.

L'UDC a créé quelque 600 nouvelles sections au cours de la dernière décennie. Pendant que le PSS s'épuisait à lancer des initiatives populaires mal pensées et condamnées à l'échec, quand elle ne faisait pas l'appoint de mouvements sociaux trop souvent marginaux. La gauche doit

maintenant repenser l'investissement de ses énergies.

Enfin la crédibilité des socialistes passe par sa capacité à participer à des majorités constructives. Le programme vise à situer le parti aux yeux des électeurs. Mais en Suisse, la concordance constitue une contrainte systémique et le compromis n'équivaut pas à un parjure. L'électeur, l'électrice demande des solutions, pas la pureté d'une ligne qui ne conduit qu'à l'échec.

Bobos, prolos, socialos

Le PS n'est pas seulement confronté à un problème de stratégie politique, mais aussi au manque de diversité de ses adhérents

Jacques Guyaz (27 octobre 2007)

Aile syndicale ou bobos urbains? Milieux populaires ou jeunesse branchée? Depuis les élections du 21 octobre les commentaires autour du parti socialiste portent sur son public-cible comme on dit en marketing, comme s'il devait choisir ses électeurs. Faux débat. Le parti socialiste devrait être d'abord celui des salariés, qu'ils soient actifs ou retraités, comédien à Zurich, technicien à Soleure ou rentier AVS à Monthey.

Très bien et si l'on examinait les militants? Une sociologie des membres des partis reste à faire, mais le changement semble profond. Il y a 40 ans, souvenirs, souvenirs, le noyau militant était composé des «fédéraux» comme on disait alors, postiers et cheminots, avec un fort contingent de

fonctionnaires de base des cantons et des communes, des concierges, des comptables, des employés de bureaux, des policiers, des techniciens, mais peu d'ouvriers. Les enseignants encadraient ces adhérents et fournissaient l'essentiel des élus de haut vol avec quelques médecins, avocats ou architectes. Eric Voruz, postier à 20 ans, devenu syndic de Morges et nouvel élu – à 62 ans – au National est un parfait représentant de cette époque révolue.

Aujourd'hui, il serait possible de dire en exagérant à peine que la possession d'un diplôme d'une université ou d'une HES est une condition d'entrée au PS qui est désormais formé, en profondeur, de représentants des catégories les plus éduquées de la population. Cela ne

signifie pas qu'il ne peut conserver des positions importantes au sein des milieux populaires travaillés en profondeur par l'UDC, l'exemple vaudois le démontre bien, mais il doit un peu forcer sa nature, s'intéresser à un monde qui n'est plus le sien. Et, difficulté supplémentaire, voilà qu'une partie des élites urbaines est passé dans le camp des verts.

Le parti socialiste n'est pas seulement confronté à un problème de choix politique, ce qui au fond est assez facile à régler – après tout les débats internes servent à ça – mais surtout à la question de sa composition même qui l'éloigne inexorablement d'une sensibilité populaire et ce défi là est autrement plus difficile à relever.

Genferai

Les conseillers aux Etats genevois sont élus au rabais

Jean-Daniel Delley (26 octobre 2007)

La gauche rose verte a remporté haut la main les deux sièges genevois au Conseil des Etats. Et cela au premier tour, contrairement à ses homologues vaudois, fribourgeois et neuchâtelois.

Sans vouloir mettre en doute le mérite et les qualités du couple Maury Pasquier - Cramer, il

faut toutefois rappeler un exotisme électoral genevois qui a facilité son succès. Tout comme pour l'élection au Conseil d'Etat, la majorité à atteindre pour être élu au premier tour au Conseil des Etats n'est que de 33% des suffrages valables (DP 1572). Si les deux nouveaux élus ont largement dépassé ce seuil –

49057 voix pour la première, 45419 voix pour le second –, ils ont par contre clairement manqué la majorité absolue – 57169 suffrages. Dans les autres cantons, un tel résultat aurait conduit à un deuxième tour, avec la possibilité d'une issue différente.

Convention collective chez Coop: l'effet des discounters

Le syndicat UNIA applaudit à la nouvelle convention collective de Coop. La menace des hard discounters a facilité l'accord

Albert Tille (25 octobre 2007)

La hausse de la masse salariale sera de 2,5 %, le salaire minimum sera de 3600 francs avec une meilleure progressivité, un effort particulier de rattrapage sera fait en faveur des femmes. Un congé paternité et la prolongation des vacances pour les collaborateurs plus âgés complètent le tableau. La nouvelle convention collective de Coop n'ouvre pas le paradis pour le personnel de la distribution. Mais le syndicat UNIA affiche sa claire satisfaction pour un texte qui représente une avancée significative dans une branche défavorisée. Rappel: aucune négociation de CCT n'est prévue cette année avec la Migros, le régime actuel prévalant jusqu'en 2011, au grand dam d'Unia et sauf

événement majeur tel le rachat de Denner, suivant les modalités prescrites par la Commission de la concurrence.

On pouvait penser que l'arrivée en Suisse de Aldi et Lidl représente une menace pour les salariés. Concurrencés par les nouveaux venus, les grands distributeurs en place auraient pu faire subir à leurs employés la diminution de leurs marges. Et bien, il n'en est rien. Il y a plusieurs explications à la générosité de Coop. La grande entreprise bâloise est fille du mouvement coopératif. Il lui reste quelques miettes de la grande utopie sociale de la fin du XIXe siècle. Aujourd'hui, Coop construit son image sur le développement durable. Pour être bon élève vis-à-vis des consommateurs conscients et

responsables, il faut traiter correctement son personnel.

Au-delà des motivations vertueuses, il y a également un réel calcul économique. Les *hard discounters* allemands ont une sinistre réputation de négriers. Ils prennent, puis ils jettent. Le personnel est soumis à une intense pression productiviste. Il est mis à la porte sans ménagement à la moindre défaillance. Mais le salaire d'embauche est compétitif. Pour éviter le risque d'un exode du personnel attiré par un faible gain initial, Coop joue l'amélioration immédiate et sur le long terme. L'investissement en faveur du personnel est important. Il prouve que, après avoir baissé ses prix pour faire face à la nouvelle concurrence,

l'entreprise a encore des marges suffisantes, voire confortables.

Les nouvelles conditions promises au personnel de Coop ne vont pas améliorer le sort des victimes salariées des *hard*

discounters. La législation suisse sur le travail ne permet pas de combattre leurs méthodes musclées. L'autre moyen de protection est l'extension du champ d'application des conventions collectives. Elle n'est possible

que pour des textes signés entre associations professionnelles et non pour des entreprises individuelles. L'humanisation des conditions de travail de l'ensemble du personnel de vente n'est donc pas pour demain.

Pétrole contre nature

Pour concilier souveraineté nationale et intérêt supranational

Jean-Daniel Delley (28 octobre 2007)

L'Equateur abrite un parc national de près d'un million d'hectares, d'une diversité végétale et animale peu commune. Mais sous ce parc se trouve l'une des plus importantes réserves de pétrole du pays, estimée à 960 millions de barils. Le président nouvellement élu Rafael Correa a repris une idée des organisations de protection de l'environnement: renoncer à exploiter ce champ pétrolifère contre un dédommagement versé par les pays industrialisés, des entreprises et même des particuliers, qui reconnaîtraient de ce fait leur dette écologique à l'égard du

pays.

L'Equateur demande la moitié de la valeur du pétrole non exploité et entend utiliser les recettes exclusivement pour des projets sociaux et environnementaux. L'idée permettrait de réaliser trois objectifs: sauvegarder le cadre de vie des populations indigènes résidant dans le parc, protéger l'exceptionnelle diversité biologique de cette région et contribuer concrètement à la lutte contre le réchauffement climatique.

La Suisse verse d'importants subsides à ses agriculteurs au

titre de la protection de l'environnement et des paysages. La proposition équatorienne relève de la même logique. Reste à savoir si et combien la communauté internationale est prête à payer. D'ailleurs le montant exigé et les modalités de paiement ne convainquent pas: qui peut garantir que les successeurs du président Correa manifesteront la même sagesse? Une rente annuelle, équivalente au bénéfice que l'exploitation pétrolière aurait rapporté chaque année, serait préférable.

L'heure d'été contre notre horloge biologique

Ce sont les horaires de travail qu'il faut adapter aux saisons

Jean-Daniel Delley (26 octobre 2007)

Dimanche 28 octobre, nous récupérerons l'heure qui nous a été dérobée en mars, avec la mise en vigueur de l'heure d'été. Comme chaque année depuis 1981 puisque, malgré un refus en votation populaire, la Suisse a dû s'aligner sur la règle internationale.

«Pas de quoi fouetter un chat», diront les uns. Alors que les autres se réjouiront de ne plus devoir se lever avant le

jour. Etrangement, l'impact sur l'être humain de cette manipulation de l'horloge, qui concerne tout de même un quart de la population de la planète, n'a jusqu'ici guère intéressé le monde scientifique. Or maintenant on le sait: cette petite heure de décalage perturbe durablement notre horloge interne qui, elle, reste alignée sur le soleil. Deux chronobiologistes de réputation mondiale, Till Roenneberg de l'Université de

Munich et Anna Wirz-Justice de l'Université de Bâle, ont montré que ce décalage peut influencer l'humeur, l'attention et même la fertilité. Ce *jetlag* social touche particulièrement les jeunes.

La mesure fût justifiée par les économies d'énergie. Mais alors pourquoi ne pas tout simplement modifier les horaires de travail en fonction de la luminosité, plus tôt en été, plus tard en hiver?

Mis à disposition de toutes et tous sur l'Internet,
DP compte désormais non sur des abonnements
mais sur des **contributions volontaires** de ses lectrices et lecteurs

CCP 10-15527-9

Par avance merci de votre générosité